

Pourquoi le PC et la CGT n'ont-elles pas eu cette habileté, pourquoi aucune salle n'a été prêtée par les municipalités PC ou les Bourses ?

Mais le gala n'était qu'une étape.

Le soutien a continué par des collectes pour aider les grévistes à acheter de la nourriture qui commençait à faire défaut. C'est alors que s'ouvrent les négociations qui mettent un frein à l'organisation de la solidarité : la continuation de la grève étant subordonnée à l'issue des discussions avec la direction.

Août arrivant, on peut craindre une réduction de l'activité. Mais une coordination centrale se met en place, un délégué des comités de soutien assiste au CCG, du matériel central est sorti. La préparation de la rentrée est assurée !

Dans la grève de l'ALJT, comme dans les dernières grandes grèves, l'efficacité des comités de soutien n'est plus à prouver, leur rôle est plus que jamais nécessaire comme appui aux luttes.

## VI.— DEUX FAUSSES SOLUTIONS

### 1) Cogestion ?

Dans le cours de la lutte un certain nombre d'illusions ont été véhiculées au gré des problèmes qui surgissaient ; en particulier l'idée de cogestion avancée au foyer d'Epinay a joué un rôle important par la confusion qu'elle a entraînée et une certaine démobilisation qui s'ensuit.

Cette perspective de cogestion, personnel-résidents, au foyer, impliquant la création d'une nouvelle association, trouve sa racine dans la forme de lutte qu'est l'occupation. En effet la direction partie, le foyer occupé, ce sont les résidents en lutte qui organisent de fait la gestion du foyer à travers les différentes commissions mises en place.

Ainsi l'illusion de pouvoir continuer indéfiniment dans cette voie prend corps à travers des propositions telle que la cogestion :

\* chacun se sent libéré, les revendications élémentaires avancées pendant la lutte sont satisfaites dans les faits, et l'on ne comprend pas très bien pourquoi la direction devrait revenir dans ses meubles.

a) Mais l'occupation ne fut jamais un fin en soi, l'objectif de notre lutte. Vouloir rendre permanent ce qui ne devait qu'être transitoire *c'est faire croire que notre objectif n'est pas de défendre notre pouvoir d'achat, mais de se présenter comme une direction ALJT en meilleur et moins cher*. La proposition de cogestion se heurte à un véritable rempart qui est tout simplement la société elle-même : on voit mal comment un flot de liberté, de démocratie, indépendant des contraintes financières et commerciales de notre société pourrait survivre !

Cogérer n'empêchera pas la hausse des prix ni le blocage de nos salaires. Même si nous arrivons à réduire le déficit en supprimant les dépenses inutiles, nous ne pouvons pas empêcher les véritables causes du déficit qui trouvent leurs racines en dehors de l'ALJT elle-même. En fait loin de supprimer le déficit, la cogestion ne permettrait que de la prendre à la charge des résidents alors qu'il incombe totalement aux patrons qui refusent de payer les frais de leur politique.

Or les foyers sont un maillon de la chaîne du système économique ; ce n'est pas la prise d'un foyer que nous sortirons des lois du système, mais par une lutte d'ensemble.

*Vouloir être candidat à la cogestion, c'est vouloir mieux gérer les intérêts du patronat, c'est vouloir prendre en charge le rôle aujourd'hui assigné au foyer tant sur le plan économique qu'idéologique.*

b) De plus les jeunes travailleurs en ont fait l'expérience. Dans des périodes de lutte, si la mobilisation en est à son degré le plus haut, l'expérience est positive. Mais les difficultés rencontrées sont là pour prouver